



AU SOMMAIRE

CLIMAT DES AFFAIRES	2
SALAIRE MOYEN PAR PERSONNE	4
EFFECTIF SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ	5
CHÔMAGE ET DEMANDEURS D'EMPLOI	7
ACTUALITÉS	8

TABLEAU DE BORD TRIMESTRIEL

n°32

2^E TRIMESTRE 2024

- 0,3 % de l'effectif salarié privé dans la Loire (- 0,1 % en région) au 2^e trim. 2024 par rapport au 1^{er} trim. 2024.

2 610 € brut par mois, c'est le salaire moyen par personne dans la Loire au 2^e trim. 2024.

+ 0,4 % du salaire moyen par personne dans la Loire, (+ 1,2 % en région) au 2^e trim. 2024 par rapport au 1^{er} trim. 2024.

7,6 % de taux de chômage dans la Loire (6,3 % en région) au 2^e trim. 2024, stable par rapport au trimestre précédent.

75 % c'est la part d'entreprises ligériennes dont le score traduit une situation financière saine ou équilibrée en septembre 2024.

30 165 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A enregistrés à France Travail dans la Loire, en baisse de 2,9 % (- 2,5 % en région) au 2^e trim. 2024 par rapport au 1^{er} trim. 2024.



© freepik

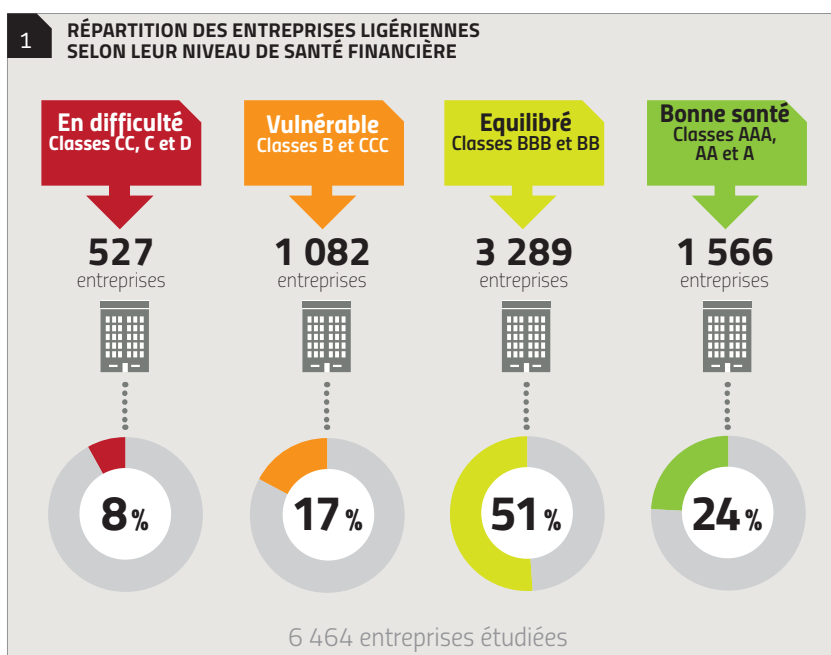
LES TENDANCES DANS LA LOIRE AU 2^E TRIMESTRE 2024

- ⊙ Un maintien de la santé financière des entreprises.
- ⊙ Un ralentissement de la croissance du salaire moyen par personne.
- ⊙ Un repli des effectifs salariés privés. Alors que les effectifs progressent légèrement dans le commerce, ils diminuent dans tous les autres secteurs, et encore plus dans l'intérim.
- ⊙ Un taux de chômage qui se stabilise.
- ⊙ Des investissements industriels nombreux.

Epures, l'Agence d'urbanisme des territoires ligériens anime, pour le compte de ses partenaires, un observatoire de l'économie, restitué dans les dynamiques régionales et nationales.

CLIMAT DES AFFAIRES

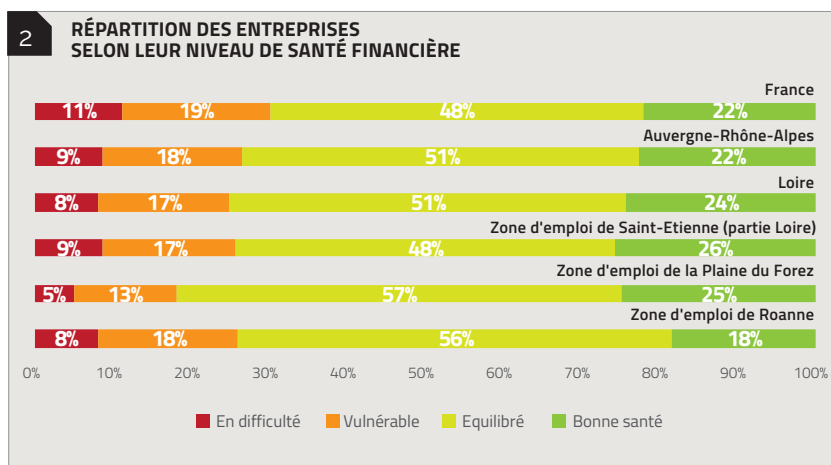
Au 31 décembre 2023, la Loire répertoriait près de 21 030 établissements salariés privés. L'analyse du climat des affaires porte sur toutes les entreprises actives en septembre 2024 qui ont publié leurs comptes pour l'année 2023. Au total, 6 464 entreprises sont concernées.



DANS LA LOIRE, 75 % DES ENTREPRISES SONT NOTÉES FAVORABLEMENT, 8 % TRÈS DÉFAVORABLEMENT

Sur les 6 464 entreprises ligériennes analysées :

- 24 % sont en bonne santé,
- 51 % présentent une situation équilibrée,
- 17 % sont vulnérables,
- 8 % sont en difficulté.



LES ENTREPRISES LIGÉRIENNES ONT UNE MEILLEURE SANTÉ QU'ÀUX NIVEAUX RÉGIONAL ET NATIONAL

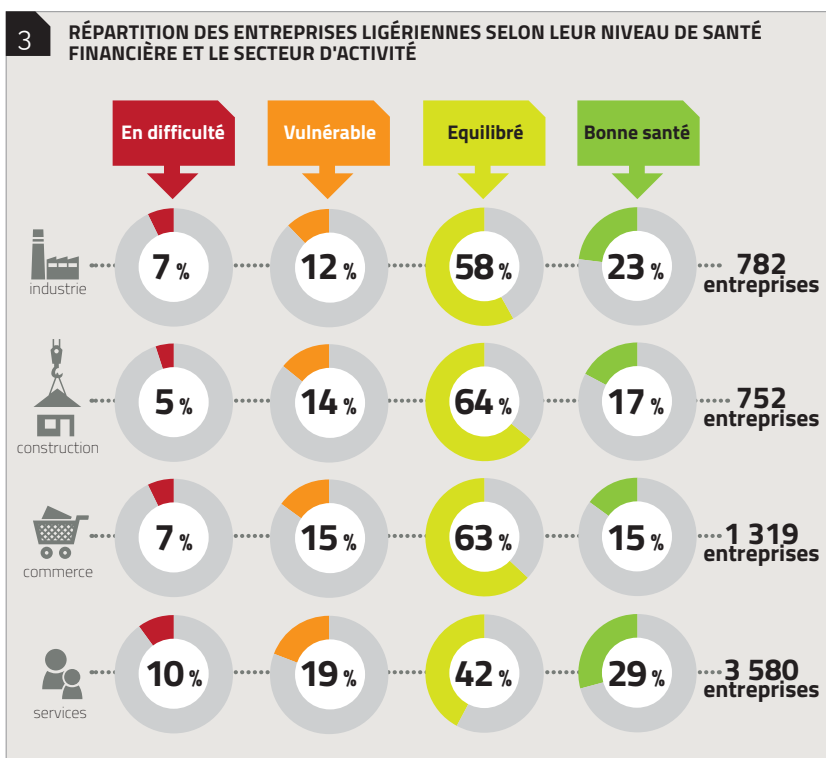
La part d'entreprises notées favorablement dans le département de la Loire est supérieure de 2 points à la situation régionale, de 5 points à la situation nationale.

Cette part atteint 82 % dans la zone d'emploi de la Plaine du Forez, elle est inférieure dans celles de Saint-Etienne et de Roanne (74 %). Cet écart s'explique principalement par le poids des entreprises vulnérables, plus important dans ces deux territoires.

UNE SANTÉ FINANCIÈRE CONTRASTÉE SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

- Trois secteurs marqués par de nombreuses entreprises en situation équilibrée : la construction (64 % contre 51 % tous secteurs confondus), le commerce (63 %) et l'industrie (58 %) ;

- Les services, quant à eux, se caractérisent à la fois par des entreprises en bonne santé (29 % contre 24 %) et par des entreprises vulnérables (19 % contre 17 %) ou en difficulté (10 % contre 8 %). En septembre 2024, selon l'INSEE, le climat des affaires se replie très fortement dans l'hébergement-restauration et s'améliore nettement dans les activités immobilières.



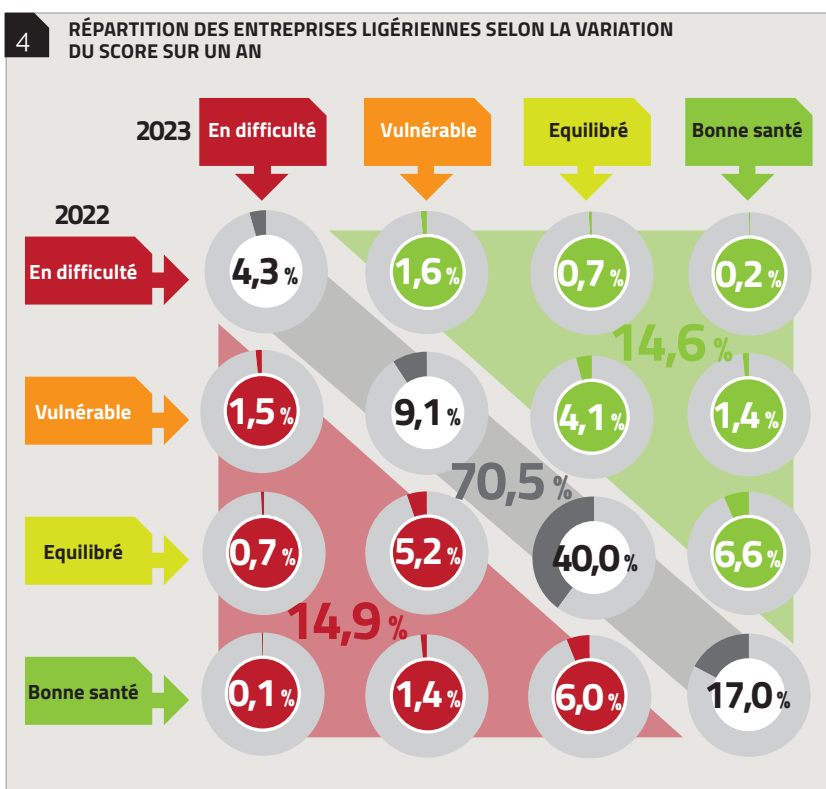
LA SANTÉ FINANCIÈRE DES ENTREPRISES LIGÉRIENNES SE MAINTIENT

En comparant la situation des entreprises du panel par rapport à leur score de 2022, on observe que :

- 70,5 % des entreprises maintiennent leur score en décembre 2023 ;
- 14,6 % des entreprises ont enregistré une amélioration de leur score ;
- 14,9 % des entreprises ont vu leur score se dégrader.

➡ **Le solde des scores est nul.**

Selon l'INSEE, le climat des affaires des entreprises en France s'améliore légèrement au cours de la dernière année.



Aide à la lecture : en septembre 2024, 4,1 % des entreprises présentaient une situation équilibrée dans leur bilan de décembre 2023 alors qu'elles étaient en situation de vulnérabilité en 2022. Elles ont vu leur situation s'améliorer.

Sont concernées les entreprises ayant publié leurs comptes pour l'année 2023 au 20 septembre 2024.

SALAIRE MOYEN PAR PERSONNE

LA CROISSANCE DU SALAIRE MOYEN RALENTIT

1	Niveau 2024 T2 (en €)	Evolution trimestrielle (en %)	Evolution annuelle (en %)
France	2 981	+0,6%	+3,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	2 885	+1,2%	+3,2%
Espace métropolitain de référence	3 033	+0,6%	+2,8%
Loire	2 610	+0,4%	+3,3%
Zone d'emploi de Saint-Etienne	2 662	+0,3%	+3,1%
Zone d'emploi de la Plaine du Forez	2 431	+1,3%	+3,2%
Zone d'emploi de Roanne	2 523	+1,4%	+3,2%

La Loire atteint un salaire moyen par tête (SMPT) de 2 610 € brut par mois au 2^e trimestre 2024, chiffre inférieur au salaire moyen observé dans l'espace métropolitain de référence*, en région et en France. Le salaire moyen est plus élevé au sein de la zone d'emploi de Saint-Etienne que dans celles de Roanne et de la Plaine du Forez. Cet écart s'explique par les différences d'activités et de métiers qui y sont pratiqués (les emplois métropolitains sont plus nombreux à Saint-Etienne : prestations intellectuelles, conception-recherche, culture-loisirs ...).

La progression ligérienne du salaire moyen par tête se poursuit à un rythme modéré de 0,4 % au 2^e trimestre 2024 après une hausse de 1,4 % au trimestre précédent. Cette progression est proche du niveau national (+ 0,6 %) mais en-deçà du niveau régional (+ 1,2 %).

UN RALENTISSEMENT QUI S'EXPLIQUE PAR LA ZONE D'EMPLOI DE SAINT-ETIENNE

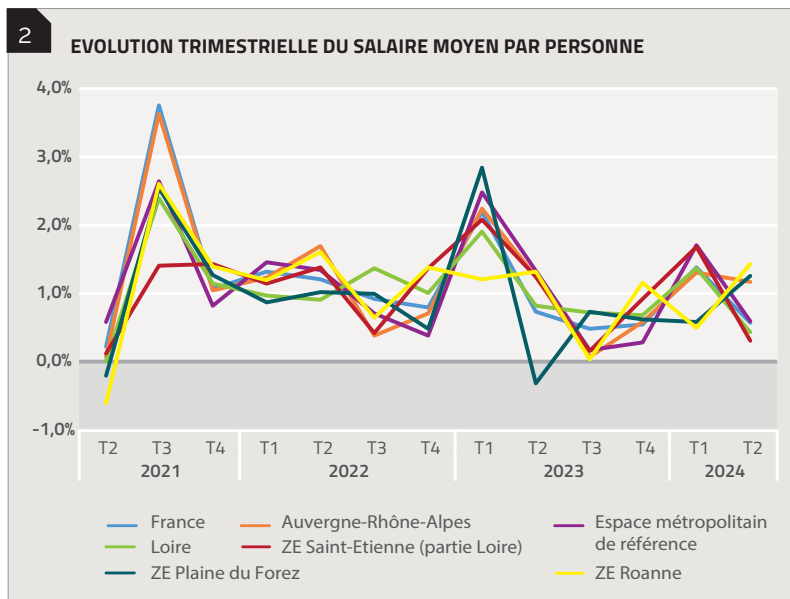
Sur un an, le SMPT, soumis à cotisations sociales, s'accroît de 3,3 % dans la Loire (+ 3,0 % en France).

Si le rythme de croissance s'essouffle au 2^e trimestre 2024 dans la zone d'emploi de Saint-Etienne (+ 0,3 %), il s'accroît nettement dans les zones d'emploi de Roanne (+ 1,4 %) et de la Plaine du Forez (+ 1,3 %), dépassant largement le rythme départemental.

1. tableau : Source : Acooss-Urssaf-Dares (effectifs intérimaires), données CVS, traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures

2. graphique : Source : Acooss-Urssaf-Dares (effectifs intérimaires), données CVS, traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures

* L'Espace métropolitain de référence comprend les zones d'emploi de Lyon, Vienne-Annonay, Villefranche-sur-Saône, Bourgoin Jallieu et Saint-Etienne.



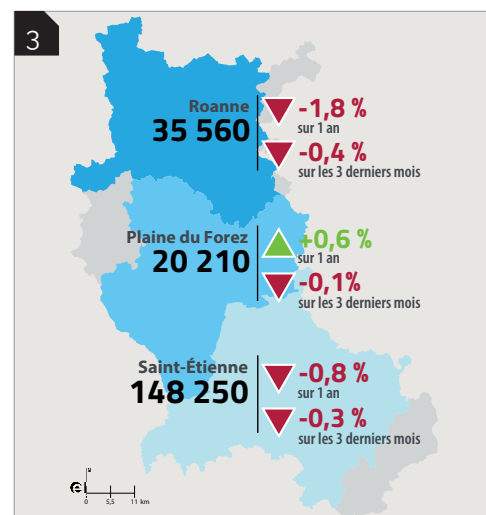
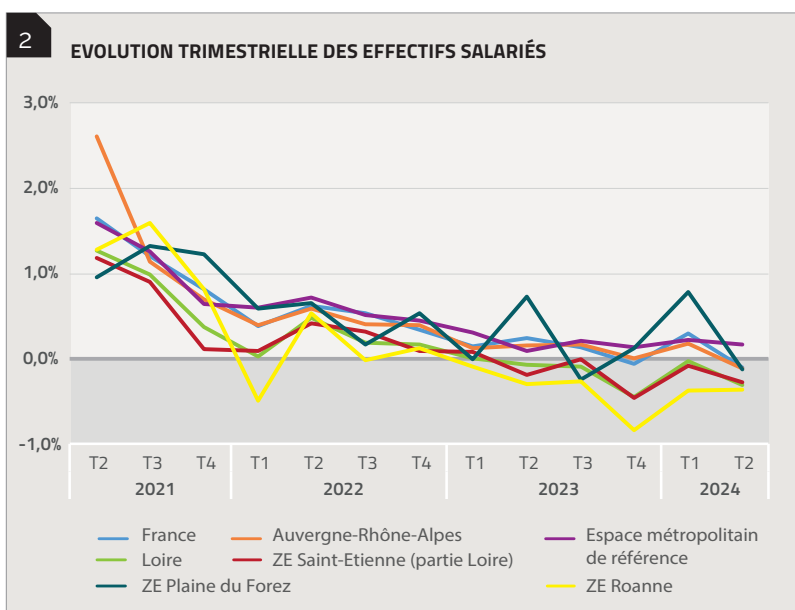
EFFECTIF SALARIÉ, DU SECTEUR PRIVÉ

1	Effectifs 2024 T2 (en nombre)	Evolution trimestrielle (en %)	Evolution trimestrielle (en nombre)	Evolution annuelle (en %)
France	20 273 710	-0,1%	-19 960	+0,3%
Auvergne-Rhône-Alpes	2 500 690	-0,1%	-2 680	+0,3%
Espace métropolitain de référence	1 133 910	+0,2%	+1 910	+0,7%
Loire	201 930	-0,3%	-620	-0,8%
Zone d'emploi de Saint-Étienne	148 250	-0,3%	-410	-0,8%
Zone d'emploi de la Plaine du Forez	20 210	-0,1%	-20	+0,6%
Zone d'emploi de Roanne	35 560	-0,4%	-130	-1,8%

UN REPLI DES EFFECTIFS SALARIÉS

Après un maintien au 1^{er} trimestre 2024 (-0,0%, perte de 40 postes), **les effectifs salariés ligériens diminuent au 2^e trimestre 2024 (-0,3%, perte de 620 postes)**. Ils baissent légèrement en région et en France sur la même période (-0,1%). **Sur un an, les effectifs ligériens se réduisent de 0,8%**, dans un contexte de croissance régionale et nationale (+0,3%).

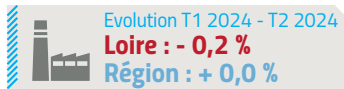
La baisse trimestrielle des effectifs salariés privés touche de manière plus forte les **zones d'emploi de Roanne** (-0,4%, -130 postes) **et de Saint-Etienne** (-0,3%, -410 postes), celle de la Plaine du Forez perdant 20 postes. **Sur un an, seule la zone d'emploi de la Plaine du Forez est en progression** (+0,6%), celles de Roanne et de Saint-Etienne diminuent respectivement de 1,8% et de 0,8%.



UNE DIMINUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS DANS TOUS LES SECTEURS EN DEHORS DU COMMERCE

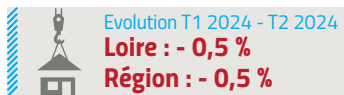
L'INDUSTRIE : RETOUR À LA BAISSÉ DES EFFECTIFS

En croissance continue depuis le 2^e trimestre 2021, les effectifs salariés ligériens du secteur industriel ont diminué au 4^e trimestre 2023 avant de progresser à nouveau au 1^{er} trimestre 2024. Ils baissent encore de 0,2 % au 2^e trimestre 2024 (perte de 100 postes). Cette diminution s'effectue dans un contexte de stabilisation régionale et de légère croissance nationale. Les effectifs industriels atteignent 49 530 postes au 2^e trimestre 2024. Sur le dernier trimestre, les pertes d'emplois industriels s'expliquent principalement par l'industrie agro-alimentaire (- 100 postes), la métallurgie (- 50) et la fabrication de matériels de transport (- 30). L'industrie du meuble a gagné 40 postes.



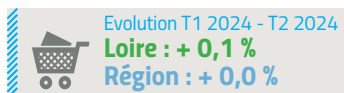
LA CONSTRUCTION : LA DIMINUTION DES EFFECTIFS SE POURSUIT

La croissance des effectifs ligériens dédiés à la construction s'est soudainement stoppée au 3^e trimestre 2022. Malgré un regain au 2^e trimestre 2023, les effectifs ne cessent de baisser depuis. Ils perdent encore 90 postes au 2^e trimestre 2024 (- 0,5 %). Ils s'élèvent à 17 710 postes au 2^e trimestre 2024. La région et la France continuent également de perdre des postes (respectivement - 0,5 % et - 0,6 %).



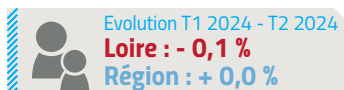
LE COMMERCE : HAUSSE SOUDAINÉ DES EFFECTIFS

En augmentation continue jusqu'à mi 2022, les effectifs commerciaux ligériens connaissent, depuis, de nombreuses variations. Au 2^e trimestre 2024 et après une perte de 250 postes sur les six derniers mois, ils progressent de 0,1 % (50 postes en plus), atteignant 35 010 postes. Sur la même période, les effectifs se stabilisent au niveau régional et baissent de 0,1 % au niveau national.



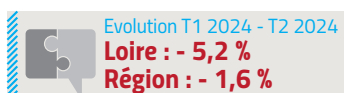
LES SERVICES : LÉGÈRE BAISSÉ DES EFFECTIFS

En croissance continue et significative depuis le 4^e trimestre 2021, les effectifs ligériens dédiés aux services se sont brusquement stabilisés au 1^{er} trimestre 2023 et sont assez stables depuis. Ils diminuent de 0,1 % au 2^e trimestre 2024, perdant 70 postes par rapport au trimestre précédent, atteignant 92 400 postes. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de stabilisation régionale et de légère hausse nationale (+ 0,1 %). Sur le dernier trimestre, les segments les plus impactés dans la Loire sont la finance/assurance (- 150 postes), les activités scientifiques et techniques (- 80) ainsi que l'hébergement/restauration (-40). La santé/action sociale a gagné 80 postes.

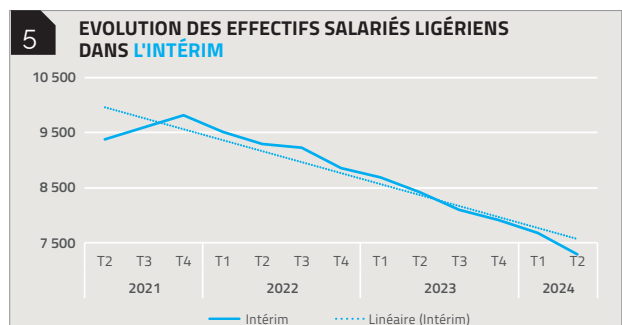
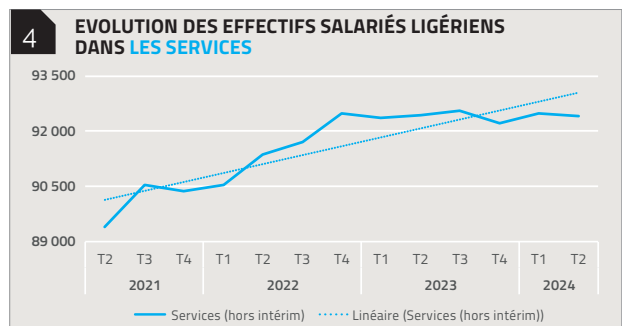
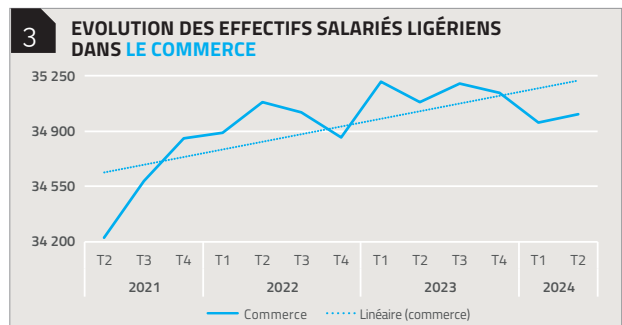
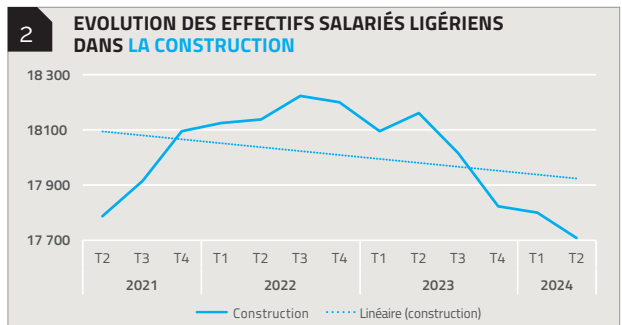
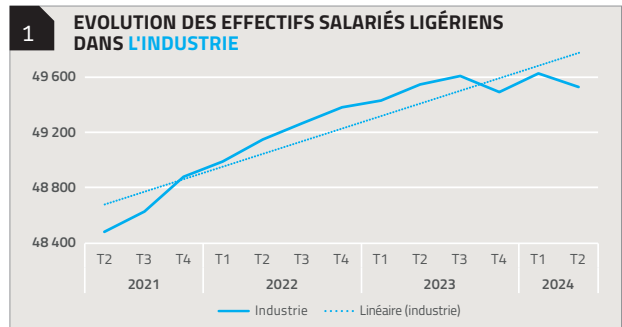


L'INTÉRIM : LES EFFECTIFS POURSUIVENT LEUR BAISSÉ

En croissance jusqu'au 4^e trimestre 2021, les effectifs intérimaires ne cessent de diminuer depuis. Ils perdent encore 400 postes au 2^e trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, une baisse beaucoup plus forte qu'aux niveaux régional (- 1,6 %) et national (- 2,2 %).



1, 2, 3, 4 et 5. graphiques : Source : Urssaf-Acoss (données CVS), traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures



CHÔMAGE

ET DEMANDEURS D'EMPLOI

UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LA LOIRE

En baisse de 1,3% au 1^{er} trimestre 2024 dans la Loire, le nombre de DEFM de catégorie A voit sa diminution s'amplifier au 2^e trimestre 2024 (-2,9%). La tendance est également à la baisse aux niveaux régional et national dans des proportions plus ou moins marquées (Région : -2,5% / France : -5,1%). Sur un an, le nombre de DEFM progresse de 4,4% dans la Loire, une hausse plus importante qu'en région (+2,5%) et en France (+1,8%).

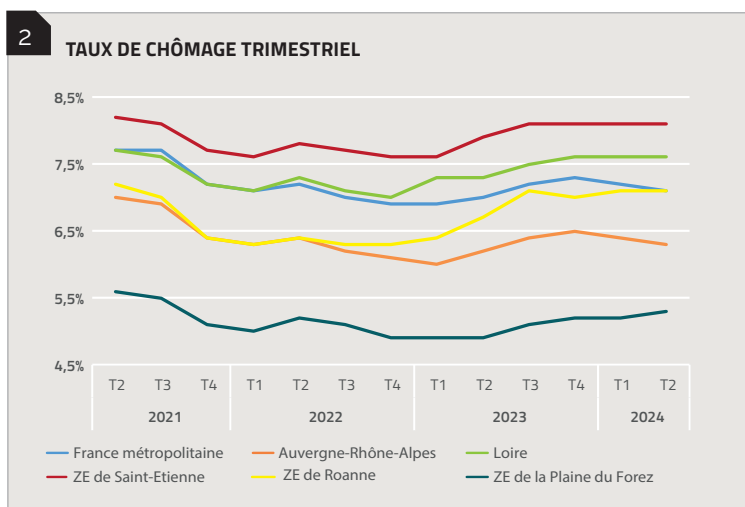
Au 2^e trimestre 2024, la Loire compte près de 30 165 DEFM de catégorie A. C'est dans la zone d'emploi de Saint-Etienne que la baisse du nombre de DEFM est la plus forte sur le dernier trimestre (-2,9%, -683 DEFM). Elle est suivie de la zone d'emploi de la Plaine du Forez (-2,4%, -61 DEFM) et de celle de Roanne (-2,1%, -104 DEFM). Sur un an, ce sont dans les zones d'emploi de Roanne et de la Plaine du Forez que l'augmentation est la plus forte. Ses chiffres sont à nuancer au regard des disparités de taux de chômage entre les territoires.

UN TAUX DE CHÔMAGE QUI SE STABILISE

En légère hausse au 3^e trimestre 2023, le taux de chômage stagne depuis, atteignant 7,6% de la population active dans la Loire au 2^e trimestre 2024. Il est supérieur de 0,3 point à son niveau d'un an auparavant et retrouve son niveau du 3^e trimestre 2021. Le taux de chômage ligérien reste largement supérieur au taux régional (6,3%), il est aussi plus élevé que le taux national (7,1%).

Le taux de chômage diffère grandement selon les zones d'emploi de la Loire : alors que celui de la zone d'emploi de Roanne (7,1%) est identique à celui de la France, celui de la Plaine du Forez est largement en-deçà (5,3%) et celui de la zone d'emploi de Saint-Etienne est plus important (8,1%). Au sein de l'espace métropolitain de référence, le taux de chômage varie entre 5,4% dans la zone d'emploi de Villefranche-sur-Saône à 8,1% dans celle de Saint-Etienne.

1	DEFM 2024 T2 (en nombre)	Evolution trimestrielle (en %)	Evolution trimestrielle (en nombre)	Evolution annuelle (en %)
France	2 660 109	-5,1%	-142 597	+1,8%
Auvergne-Rhône-Alpes	302 779	-2,5%	-7 691	+2,5%
Espace métropolitain de référence	120 884	-3,5%	-4 423	+1,9%
Loire	30 165	-2,9%	-891	+4,4%
Zone d'emploi de Saint-Etienne	22 778	-2,9%	-683	+3,7%
Zone d'emploi de la Plaine du Forez	2 430	-2,4%	-61	+7,0%
Zone d'emploi de Roanne	4 959	-2,1%	-104	+6,6%



Evolution T1 2024 - T2 2024
Loire : stable
Région : - 0,1 point

1. **tableau** : Source : STMAT (données brutes), traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures

2. **graphique** : Source : INSEE (données CVS), traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures

GLOSSAIRE :

CVS : Corrigé des Variations Saisonnières

DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

SMPT : Salaire Moyen Par Tête

T : Trimestre

URSSAF : Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales

ZE : Zone d'Emploi

ACTUALITÉS

LES PRINCIPALES ACTUALITÉS DES ENTREPRISES LIGÉRIENNES AU 2^E TRIMESTRE 2024

CRÉATION DE SITE

Kelyps Intérim investit 3 M€ dans la construction d'un nouveau siège social à Saint-Priest-en-Jarez. Le groupe compte trois marques : Kelyps Intérim, Exaltant RH et Apidéa Formation. Objectifs : regrouper toute la partie back-office des agences et les autres activités, dont une nouvelle dans le domaine médical, en cours de lancement. Début des opérations : octobre 2024.

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS : EXTENSION DE SITE

Le fabricant de prothèses **Evolutis** va s'installer dans les anciens locaux de Bio-rad, à Roanne. Avec la création de deux extensions en plus des locaux déjà existants sur le site, c'est sur plus de 7 500 m² de bâtis qu'il compte réinternaliser certains métiers et embaucher 45 nouveaux salariés d'ici 2025. Début des opérations : janvier 2025.

Michelin vient d'annoncer un plan programme d'investissement de 60 M€, sur trois ans, sur son site de production de Roanne, qui fabrique des pneus très haut de gamme destinés à des marques de luxe. Seize nouvelles machines seront installées afin de produire l'intégralité des pneus de l'usine. Début des opérations : avril 2024.

L'ennoblisseur textile **Paret Villedieu** (Saint-Etienne) va investir 1,2 M€ dans une nouvelle unité de traitement en solvant continu. L'investissement est financé à hauteur de 20 % par le Feder, par les banques et le soutien de Bpifrance. Début des opérations : avril 2024.

Le leader mondial de l'emballage en verre, **Owens Illinois** (Veauche) prévoit d'investir 60 M€ dans son outil industriel pour décarboner et moderniser son usine. Le site emploie 270 salariés en CDI plus une dizaine d'alternants et une vingtaine d'intérimaires. Début des opérations : décembre 2025.

LEVÉE DE FONDS

TravelAssist, (Saint-Etienne), spécialisée dans les services de conciergerie de voyage connectée, finalise sa levée de fonds de 1 M€. Après un chiffre d'affaires de 100 000 euros en 2023, TravelAssist ambitionne d'atteindre 10 M€ de chiffre d'affaires et 60 salariés d'ici cinq ans. La start-up continuera de développer ses services en intégrant l'intelligence artificielle, en partenariat avec le laboratoire Hubert Curien et l'INSA.

La start-up **Eenuee** (Saint-Etienne) cherche à lever 20 M€ pour poursuivre le développement de son prototype d'avion 100 % électrique. Après un prototype à l'échelle 1/7, elle travaille sur un prototype à taille réelle prévu pour 2028. En parallèle, elle explore le financement participatif, avec une campagne test visant à évaluer l'intérêt des particuliers. La société stéphanoise **Qiova**, spécialisée dans le marquage laser, vient de lever 1,5 M€. Le rubanier Maison Neyret entre au capital.

LIQUIDATION JUDICIAIRE / PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

L'imprimerie stéphanoise **Morassuti**, après avoir été mise en liquidation judiciaire, est sauvée grâce à la validation du projet de Scop porté par les salariés. L'entreprise emploie 29 personnes.

LES PRINCIPAUX ÉCHOS DU 3^E TRIMESTRE 2024

CRÉATION DE SITE

Le groupe **Sextant**, spécialiste de la vente et location de terminaux de paiement pour les commerces, TPE-PME et professionnels de santé, investit 2 M€ dans de nouveaux locaux à La Ricamarie. Début des opérations : juillet 2025.

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS : EXTENSION DE SITE

Basée à Saint-Chamond, la société **Loire Industrie** compte investir 4,5M€ et recruter 15 salariés. Elle projette une extension de 800 m² de ses ateliers et de nouveaux outils de production. La société est positionnée sur la fabrication de pièces forgées, l'usinage et le traitement thermique. Début des opérations : août 2024.

Atomelec, la maison mère d'E-Totem, fabricant et exploitant de bornes de recharge de véhicules électriques, lance un programme d'investissement de 8 M€ en France et en Espagne, dont une extension sur le site de Saint-Bonnet-le-Château. E-Totem se prépare aussi à l'arrivée du marché des camions électriques avec une borne de 360 kW prévue pour le deuxième semestre. L'effectif de l'entreprise devrait passer à une centaine de personnes d'ici 2026.

Située à Saint-Julien-Molin-Molette, **la Brasserie du Pilat** a investi 3 M€ pour se moderniser et s'agrandir. Elle a quadruplé sa capacité de production et installé des équipements écologiques pour réduire son empreinte environnementale. Début des opérations : juillet 2024.

LEVÉE DE FONDS

Basée à Riorges, la marque **Le Pull Français**, marque de pulls haut de gamme et écoresponsables, prépare une levée de fonds pour lancer en septembre 2024 son réseau de ventes à domicile.

La coopérative stéphanoise de produits paysans en circuit-court, **De la ferme au quartier**, veut lever 350 000 euros pour accompagner sa croissance et augmenter sa capacité de stockage. Cette campagne durera jusqu'au 10 février 2025.

LIQUIDATION JUDICIAIRE / PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

Le groupe **Casino** va supprimer plus de 3 000 postes dans le cadre de son plan social, principalement dans ses magasins, son siège à Saint-Étienne et ses entrepôts.

Le fabricant de canapés **Diva Salon**, au Coteau va cesser son activité entraînant dans la foulée le licenciement de 63 salariés.

La société **Gutenberg On Line** (ex Gutenberg Networks) spécialiste des brochures commerciales, s'appête à supprimer 54 postes au sein de son site de Saint-Étienne.

La société de confection textile **Kraft Compagnie**, installée à Neulise, est en liquidation judiciaire. Elle employait une quinzaine de personnes.

La société **Chaînes et roues dentées Rafer**, basée à Saint-Chamond, est en redressement judiciaire, 90 personnes y travaillent.

Source : Trendeo. Traitement : Observatoire partenarial de l'économie, epures

LES PARTENAIRES

Chambre de Commerce et d'Industrie Lyon Métropole Saint-Etienne ; Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Loire ; Loire Forez agglomération ; Emplois Loire Observatoire ; Département de la Loire ; Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - Antenne de la Loire ; Communauté de communes de Forez-Est ; Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques ; France Travail Loire ; Saint-Etienne Métropole ; Schéma de COhérence Territoriale du Sud Loire ; Union de Recouvrement des cotisations de la Sécurité Sociale et d'allocations Familiales - Antenne Loire ; Université de Saint-Etienne.

MÉTHODOLOGIE ET SOURCES

Le champ de l'Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les salariés relevant du régime agricole. **L'effectif salarié** correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat en cours le dernier jour de la période. Tous les salariés, à temps complet ou à temps partiel, comptent pour un, indépendamment de la durée du travail. **Le Salaire Moyen Par tête** du trimestre est le rapport entre la masse salariale (salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature) du trimestre et l'effectif moyen observé sur le trimestre.

Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois de catégorie A : personnes inscrites à **France Travail**, n'ayant exercé aucune activité au cours du mois et tenues de faire les actes positifs de recherche d'emploi.

Taux de chômage localisé : rapport calculé entre le nombre de chômeurs (France Travail) et la population active estimée (à partir du dispositif d'estimations d'emploi localisées de l'INSEE).

Score MORE : indicateur de la santé financière d'une entreprise développé par Mode Finance et accessible sur la **base Diane+**. Il évalue la solvabilité des entreprises et classe les entreprises en fonction de leur capacité à respecter leurs engagements financiers. Toutes les entreprises ayant publié leurs comptes pour l'année 2023 sont concernées.

Investissements / Cessations / Redressements : Ces données sont issues de la plate-forme **Trendeo**, société de veille et de recherche d'informations pertinentes dans les domaines de l'investissement et de l'emploi.



46 rue de la télématique
CS 40801
42952 Saint-Etienne cedex 1
tél : 04 77 92 84 00
fax : 04 77 92 84 09
mail : epures@epures.com
web : www.epures.com